

Soyons clairs, la dette grecque en sera jamais remboursée

Jean-Marie Harribey

Sud-Ouest Dimanche, 25 janvier 2015

Même relatif, le succès annoncé de la formation de gauche Syriza serait-il la conséquence mécanique de la cure d'austérité imposée à la Grèce ?

Les multiples plans d'austérité imposés à la Grèce ont produit l'effet attendu : une aggravation de la situation économique et sociale avec un PIB (produit intérieur brut, la richesse nationale produite en un an) en recul de 25 % depuis 2008, un taux de chômage qui avoisine les 30 % et une baisse des salaires comme des retraites. La cure est draconienne. La victoire possible de Syriza serait la conséquence directe de cette situation catastrophique.

Estimée à 320 milliards d'euros, la dette publique grecque peut-elle être remboursée ?

Soyons clairs, elle ne le sera jamais. Si les créanciers maintenaient leurs exigences, il faudrait 40 ans d'austérité pour y arriver. Ce qui serait à la fois suicidaire et assassin. L'alternative, c'est éponger la dette et permettre à ce pays fragile de redémarrer. Avant la crise, sa dette publique dépassait de peu la barre des 100% du PIB. Elle en est maintenant à 177% du fait de l'effondrement de celui-ci entre-temps. C'est parfaitement absurde. Syriza fait très justement remarquer qu'en 1953, l'Allemagne avait réussi à renégocier son immense dette, à l'alléger et à la rééchelonner. Et la Grèce avait pris sa part dans ce sauvetage !

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, a annoncé jeudi un vaste plan de rachat de la dette publique. Quel rapport avec la Grèce ?

Rappelons les motifs de la potion administrée aux Grecs : le remboursement des emprunts consentis par les banques privées. On a voulu sauver les banques en urgence, et notamment les banques françaises et allemandes qui avaient massivement acheté des titres grecs et qui ont fait appel à la collectivité pour sauver leurs positions. 85% de la dette publique grecque est aujourd'hui endossée par des acteurs publics : la BCE, le Mécanisme européen de stabilité et le FMI (Fonds monétaire international). A la lumière de l'exemple grec, la Commission de Bruxelles et la Banque centrale européenne ont bien compris qu'ils ne pouvaient plus parier sur l'austérité pour que les pays fragiles remboursent leurs dettes. Alors la BCE accélère le rachat de cette dette.

Avec quelle efficacité ?

Le remède de Mario Draghi risque d'être un puits sans fond. Mise en œuvre au Japon, la même politique monétaire accommodante n'a pas eu les effets escomptés sur la croissance parce que les entreprises n'ont pas investi, faute de perspectives. Dans une situation où la croissance est atone, c'est Keynes qui a raison : seul l'investissement public peut relancer la machine avec un accompagnement monétaire qui se traduit par des déficits budgétaires assumés. L'Europe doit prendre ce chemin en mettant le paquet sur des secteurs-clés, à

commencer par la transition énergétique et écologique. Mais racheter à tout va de la dette publique en poursuivant les «ajustements structurels» est complètement contradictoire.

Une victoire de Syriza changerait-elle la donne en Europe ?

La construction européenne est actuellement dans une impasse. Une victoire de Syriza en Grèce donnerait à voir une autre manière de gérer la chose publique. Mais si la Grèce restait durablement seule à s'engager dans une politique alternative, il y a fort à parier qu'elle finirait par échouer du fait d'attaques spéculatives répétées et des brimades des institutions européennes. Si en revanche la Grèce enclenchait un mouvement capable de se propager ensuite en Espagne et au Portugal, voire en France et en Italie, on pourrait espérer une réorientation des politiques européennes pour sortir de la débâcle sans nom qui affecte le continent depuis plusieurs années.

Entretien réalisé par Jean-Denis Renard